

tère des Pêches le prestige qu'il mérite, tant aux yeux de la nation canadienne que sur le plan international. Quand nous rencontrerons les divers pays du monde en 1971 et dans les années à venir, il nous faudra parler comme une nation dont la grande préoccupation pour sa propre industrie de la pêche est un exemple manifeste.

Si le gouvernement ne peut accepter l'amendement et démontrer aux Canadiens de l'Atlantique, du Québec et de la Colombie-Britannique qu'il porte quelque intérêt à la pêche, alors je dis au premier ministre, ce très honorable, cet éminent personnage tout-puissant, que nous devons renoncer à présenter des candidats dans ces provinces aux prochaines élections parce que nous ne portons aucun intérêt à la situation économique ou à l'avenir de ces gens si nous voulons éliminer l'industrie de la pêche.

Je remarque que la présidence commence à s'impacienter un peu et voudrait mettre l'amendement aux voix; dans ce cas, le ministre pourrait prendre la parole et donner au comité l'assurance que le gouvernement est prêt à accepter l'amendement. Nous pourrions peut-être calmer les passions soulevées à la Chambre des communes et éliminer une grande partie du débat si le ministre des Pêches, qui n'a pu assister il y a quelques jours à une grande conférence économique tenue à Terre-Neuve parce qu'il devait piloter ce bill, voulait bien indiquer que le gouvernement accepte l'amendement proposé par le député de Saint-Jean-Est, que le nouveau ministère soit appelé le ministère des Pêches et de l'Environnement. S'il accepte l'amendement, nous serions fort heureux de permettre la tenue du scrutin et...

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** A l'ordre. Le temps de parole du député est expiré depuis quelque temps déjà.

**M. Lundrigan:** Le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il pense de cet amendement?

**L'hon. M. MacLean:** Monsieur le président, en ma qualité d'ancien ministre des Pêches, je me sens obligé de dire quelques mots au sujet de cet amendement. Si je le fais, c'est parce que je considère le ministère des Pêches non seulement comme une institution historique, mais encore comme un ministère très important. Il fut un temps où sa compétence portait également sur des questions qui relèvent maintenant du ministère des Transports, at à cette époque-là on l'appelait le ministère de la Marine et des Pêcheries. Puis il devint le ministère des Pêcheries et il n'eut plus à s'occuper que des pêcheries. Par la suite, il prit le nom de ministère des Pêches et des Forêts. A présent, ce vieux ministère qui fait partie de notre histoire est appelé à disparaître de la liste des ministères.

A mon avis, c'est regrettable, non seulement parce que la pêche commerciale est très importante pour le Canada sur le plan économique, mais aussi parce que le ministère des Pêches est renommé, à juste titre, dans le monde entier pour sa capacité, sa compétence et son efficacité. En outre, à l'époque où les questions comme celles de la pollution et de la gestion du milieu retenaient bien peu l'attention du public, le ministère des Pêches, comme tel, plus que tout autre ministère du gouvernement, a fait

œuvre de pionnier dans ces domaines. Il a beaucoup fait pour empêcher la pollution de nos rivières poissonneuses et le déversement dans nos cours d'eau et nos lacs des déchets des usines, des refus de broyage et des produits chimiques de toutes sortes. Le ministère des Pêches comme tel a des états de service beaucoup plus longs et dignes d'éloges dans les domaines du contrôle de la pollution et de l'amélioration du milieu que tout autre ministère du gouvernement.

Je pense donc que le gouvernement devrait revenir sur sa décision et accepter cet amendement raisonnable qui ferait du nouveau ministère de l'Environnement le ministère des Pêches et de l'Environnement. Si le gouvernement a autre chose à proposer au comité, nous pourrions nous entendre et ainsi accélérer les travaux de la Chambre, ayant préservé un ministère historique et important. S'il en était ainsi, quand les ministres assisteraient aux conférences internationales avec leurs homologues, ils auraient le titre de ministres des Pêches et de l'Environnement. Il est vrai que très peu de pays ont un ministère des Pêches comme tel. Bien des pays ont des ministères de la Pêche et de l'Agriculture, de la Pêche et d'autre chose; c'est un aspect important dont le gouvernement doit tenir compte.

C'est un domaine où il n'existe aucune règle immuable au sujet du nom et des attributions du ministère. On pourrait remanier les fonctions des ministères indéfiniment et présenter des raisons logiques pour ce faire à la lumière de la situation courante. Nous avons une grande expérience en la matière depuis quelques années. Certaines fonctions ont été transférées d'un ministère à l'autre de temps en temps. Nous avons aussi établi des organismes tels qu'Information Canada et Statistique Canada. A mon avis, on vise ainsi à se débarrasser d'anciens noms historiques, celui du Bureau fédéral de la statistique par exemple, de services qui remontent à l'époque de la confédération. Nous sommes en train de perdre une partie de ce patrimoine et c'est bien dommage. J'ai l'impression parfois que le gouvernement recherche l'innovation pour le simple plaisir d'innover, le changement pour le plaisir de changer. Si tel est notre objectif, j'aurais bien des suggestions à faire. Nous pourrions prendre le ministère des Finances, une partie du ministère de la Main-d'œuvre et une partie du ministère de l'Expansion économique régionale et les réunir sous la direction d'un ministre, sous le titre de Chômage Canada. C'est une chose que nous pourrions faire si nous tenons à être ridicules. Je parle sérieusement.

● (8.20 p.m.)

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ce n'est pas une plaisanterie.

**M. MacLean:** Sûrement pas. Je parle sérieusement quand je déplore la mise au rebut des fonctions et appellations historiques des ministères, connues non seulement des Canadiens mais du monde entier. Nous perdons quelque chose que nous ne saurions remplacer par la création de ce ministère, qui arbore un nom entièrement nouveau. J'exhorte sérieusement le gouvernement à revenir sur sa décision et à inclure le mot «Pêches» dans le nom du nouveau ministère.